

Le Mexique va contester le mur

Mexico pourrait se porter devant les Nations unies pour contester le projet de construction de mur le long de la frontière avec les Etats-Unis.



Vicente Fox (AP)

Le Mexique a annoncé mercredi 4 octobre qu'il pourrait se porter devant les Nations unies pour contester les projets américains de construction de barrières le long de leur frontière commune.

Le secrétaire aux Affaires étrangères Luis Ernesto Derbez a déclaré que la proposition de construire ce qu'il a appelé un mur était "une offense". "Sans aucun doute, nous examinons, avec l'équipe de juristes internationaux quelles options nous sont

offertes au niveau international et nous les saisisons", a-t-il répondu alors qu'il était interrogé sur la possibilité de porter la question devant les Nations unies.

Le président mexicain sortant, Vicente Fox, a qualifié ce plan de "honteux" et l'a comparé au mur de Berlin. Durant ses six ans à la tête du Mexique, Vicente Fox a milité pour un programme de travailleurs invités et l'amnistie des Mexicains qui travaillent illégalement par les Etats-Unis.

Mardi, les huit partis représentés au Congrès mexicain ont lancé un appel commun à Vicente Fox pour qu'il emploie tous les moyens diplomatiques à sa disposition à tenter de faire interrompre le projet américain.

Loi ratifiée

Le président George W. Bush a ratifié jeudi la loi sur la sécurité intérieure qui inclue notamment une allocation de 1,2 milliard de dollars (940 millions d'euros) pour la construction d'une barrière le long de la frontière avec le Mexique pour freiner l'immigration illégale.

Dans le cadre de la campagne des élections législatives de mi-mandat, le président américain était en Arizona, un Etat particulièrement concerné par le débat sur la sécurité des frontières, où il a promulgué une loi de financement sur la sécurité intérieure d'un montant total de 35 milliards de dollars (27,48 milliards d'euros).

George W. Bush a toutefois déclaré que le renforcement des frontières ne suffira pas à mettre fin à l'immigration illégale, et a pressé le Congrès d'adopter son programme sur les travailleurs invités, afin de permettre la venue légale de travailleurs étrangers et l'accès de quelques-uns des 11 millions d'immigrants illégaux estimés à la citoyenneté américaine.

"Réforme juste"

"Les fonds que le Congrès a alloués sont cruciaux dans nos efforts pour sécuriser cette frontière et renforcer nos lois, désormais nous devons aussi reconnaître que cela seul ne fonctionnera pas", a déclaré George W. Bush lors de la cérémonie de ratification. "Nous avons besoin d'une réforme juste qui offre un moyen légal aux gens pour travailler ici

temporairement".

Le président américain a par ailleurs précisé que le texte de financement sur la sécurité intérieure concernait également la sécurité des usines chimiques, offrait des outils pour faire respecter les lois sur l'immigration et les dispositifs de sécurité aux frontières, dont les barrières, mais aussi des caméras infrarouges. (avec AP)

© **Le Nouvel Observateur**